

**ARRET N°009  
DU 21/08/2017**

**MATIERE:  
COMMERCIALE**

**REPUBLIQUE DU NIGER**

**COUR D'APPEL DE NIAMEY**

**CHAMBRE COMMERCIALE SPECIALISEE**

**APPELANTE:  
-Société AGIRIS**

La Cour d'Appel de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique de vacation du 21(vingt-un) Août deux mil dix-sept, tenue au palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt N°009, dont la teneur suit :

**INTIME :  
- WALLGATES  
-Etat DU Niger**

**ENTRE**

**- Société AGIRIS;**  
Ayant pour conseil la SCPA Mandela, Avocat à la Cour;

**PRESENTS**

**-ABDOULAYE  
IDE  
ABDOURAHAMA  
NE  
PRESIDENT**

**Appelante d'une part;**

**-ABDOU IDI  
CONSEILLER**

**ET**

**- Mme DIALLO  
RAYANATOU  
LOUTOU**

**- -WALLGATES;  
-Etat DU NIGER;**  
Ayant pour conseil respectivement Me Zileto Daouda (DCD) et la SCPA Justicia, tous des Avocats à la Cour;

**-M.MAHAMAD  
OU SEYDOU  
SOULEY**

**Intimés, d'autre part;**

**-M.ALKELAL  
ELHDJ HAMI**

**JUGES  
CONSULAIRES**

**SANS QUE LES PRESENTES QUALITES PUISSENT NUIRE OU  
PREJUDICIER AUX DROITS ET INTERETS RESPECTIFS DES PARTIES  
EN CAUSE MAIS AU CONTRAIRE SOUS LES PLUS EXPRESSES  
RESERVES DE DROIT ET DE FAIT**

**ME N'FANA NANA  
GREFFIERE**

**LA CHAMBRE**

Attendu que par exploit du sept Septembre 2016 de Maitre Ali Djibo, huissier de Justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, la société AGIRIS, assistée de la SCPA Mandela, a interjeté appel contre le jugement N°67 du 30 Août 2016 rendu par le Tribunal de Commerce de Niamey

qui, statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort :  
-s'est déclaré incompétent pour connaître du litige en raison du caractère administratif de l'avenant en cause ;  
-a renvoyé les demandeurs à mieux se pourvoir ;  
-a condamné les demandeurs aux dépens.  
-a mis à la charge des demandeurs les dépens.  
-a avisé les parties de leur droit de faire appel dans un délai de 8(huit) jours.

### **Faits et Procédure**

\*Le 10 Juin 2013, AGIRIS (l'Agence Internationale pour la représentation, l'importation et la sécurité) SA, et d'autres actionnaires avaient créé la société Mach AGITECH Niger SA avec comme Directeur Général MUKURI MAKI.

\*Le 1<sup>er</sup> Juillet 2013, MACH AGITECH Niger SA signait avec l'Etat du Niger un contrat de Partenariat Public privé d'un montant de 29.694.571.592 frs avec pour objet, la conception, le financement, la fourniture, la réalisation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien des équipements de contrôle de la qualité de service et de la facturation du Trafic téléphonique des opérateurs des réseaux de télécommunications.

\*Pour l'exécution du contrat sus-indiqué, la société MACH AGITECH SA, avait obtenu de la SONIBANK SA un financement de 200.000.000 frs qui est garantie par l'Etat du Niger qui a accepté le virement exclusif et irrévocable des rémunérations audit contrat sur le compte ouvert au nom de MACH AGITECH Niger SA à la SONIBANK SA.

\*Le 24 Janvier 2014, la société SYNIVERSE ayant absorbé MACH AGITECH d'une part, WALLGATES et l'Etat du NIGER d'autre part, signaient un avenant.

\*Le 1<sup>er</sup> Juin 2015, AGIRIS SA assignait l'ETAT du Niger et la société Wallgates devant le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey en annulation de cet avenant.

\*suite à l'installation du Tribunal de Commerce courant Juin 2015, ce dernier a reçu du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey le dossier avant de rendre la décision objet d'appel.

### **Prétentions et Arguments des parties**

#### **1/La société AGIRIS SA demande :**

-de déclarer son appel régulier ;  
-d'annuler le jugement n°67 du 30 Août 2016 ;  
-Evoquer et statuer à nouveau pour dire que l'avenant litigieux a été conclu en violation de la loi notamment l'Article 1134 du Code Civil, l'Article 24 de l'ordonnance n°2011-07 du 16 Septembre 2011 relative au partenariat public-privé, l'Article 5 du cahier des charges relatif au contrat de partenariat signé entre MACH AGITECH Niger SA et l'Etat du Niger.  
-Condamner solidairement l'Etat du Niger et la société Wallgate SA à payer

500.000.000 frs à AGIRIS SA à titre des dommages et intérêts ;  
-Condamner l'Etat du Niger et Wallgates aux dépens.

**2/Quant à l'Etat du Niger et la société Wallgate SA** assistés respectivement de la SCPA Justicia et Maître Yaro Zileto, pour leur part, ils demandent :  
-de déclarer nul l'acte d'appel de la société AGIRIS SA pour violation des Articles 512 et 535 du Code de Procédure Civile ;  
-Confirmer le jugement attaqué ;  
-Rejeter toutes les demandes de la société AGIRIS SA comme mal fondées ;  
-La condamner aux dépens ;

### **Motifs de la décision**

#### **En la forme**

Attendu que l'Etat du Niger et la société Wallgates SA demandent l'annulation de l'acte d'Appel parce qu'il n'a pas été signifié à l'Etat du Niger qui est également demandeur en première instance en violation des Articles 512 et 535 du Code de Procédure civile ;

Mais attendu que le but de la signification de l'appel est d'aviser la partie au procès pour qu'elle se défende au besoin ; qu'il se trouve en l'espèce que l'Etat du Niger a versé des conclusions en appel, ce qui indique qu'il est informé de cet appel ; qu'en outre les dispositions des Articles 512 et 535 n'ont pas été prescrites à peine de nullité ; qu'il y a lieu de rejeter ce moyen et de déclarer l'appel de la société AGIRIS SA régulier en la forme ;

#### **AU FOND**

Attendu que la société AGIRIS SA demande à la Chambre commerciale d'annuler le jugement pour avoir été rendu en violation des Articles 1134 du Code Civil et 24 de l'ordonnance 2011-07 du 16 Septembre 2011 relative aux partenariat public privé ainsi que l'Article 5 du cahier des charges relatif au contrat de partenariat entre MACH AGITECH SA et l'Etat du Niger ; qu'elle fait observer que c'est à tort que le premier juge s'est déclaré incompétent pour apprécier la légalité de l'avenant signé entre l'Etat du Niger et la société Syniverse représentée par Wallgate SA, une société nigérienne ;

Attendu que l'Etat du Niger et Wallgate SA font valoir qu'il s'agit d'un contrat de partenariat public privé où l'Etat du Niger est partie avec pour objet l'exécution des services publics ; qu'en application de l'Article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n°2011-07 du 16 Septembre 2011 le contentieux qui en découle est administratif et ne peut de ce point de vue être porté devant une juridiction commerciale ; qu'ils ont plaidé la confirmation du jugement ;

Attendu qu'en effet, aux termes des dispositions de l'Article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance 2011-07 du 16 Septembre 2011 portant sur le partenariat public privé ; les contrats signés par l'Etat dans le cadre dudit partenariat ont un caractère administratif ; qu'en l'espèce il résulte bien des pièces du dossier que

l'avenant du 24 Janvier 2014 en cause a été signé par l'Etat du Niger pour confier à une autre société l'exécution des services publics relevant du secteur des télécommunications qui est une activité d'intérêt général, que dès lors le premier juge qui s'est déclaré incompétent après avoir relevé le caractère administratif du contrat en raison de l'objet, a fait une bonne application de la loi, qu'il y a lieu de confirmer le jugement attaqué dans toutes ses dispositions.

Attendu que la société AGIRIS SA a perdu le procès ; qu'il y a lieu de la condamner aux dépens en application de l'Article 391 du Code de Procédure Civile ;

Attendu que les parties ont le droit de se pourvoir en cassation, qu'il y a lieu de les informer sur ce qu'elles peuvent y procéder par requête écrite déposée au greffe de la Cour d'Appel de Niamey dans un délai d'un mois à compter de la signification de la présente décision par l'une des parties à l'autre.

### **PAR CES MOTIFS**

#### **La chambre Commerciale spécialisée**

**Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en dernier ressort;**

##### **En la forme**

- **Reçoit l'appel de la société AGIRIS SA comme régulier;**

##### **Au fond**

- **Confirme le jugement attaqué;**
- **Condamne la société AGIRIS aux dépens.**
- **Aviser les parties de leur droit de se pourvoir en cassation dans un délai d'un (01) mois à compter de la signification de la présente décision par requête au greffe de la Cour./.**

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel de Niamey, les jour, mois et an que dessus.-

**Et ont signé : LE PRESIDENT ET LA GREFFIERE.**

-Suivent les signatures-

